

Le parti pris du Québec Entretien avec André Brochu

Micheline Cambron

Numéro 246, automne 2013

Actualité de *Parti pris*

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/70147ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Cambron, M. (2013). Le parti pris du Québec : entretien avec André Brochu. *Spirale*, (246), 44–47.

Le parti pris du Québec

Entretien avec André Brochu

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHELINE CAMBRON

SPIRALE — Comment définiriez-vous l’aventure de *Parti pris* ?

ANDRÉ BROCHU — *Parti pris*, ce fut avant tout une nouvelle façon de penser au Québec et de penser le Québec — non plus comme ce pays où nous avons vécu au cours de notre enfance et de notre adolescence, c’est-à-dire une province vouée aux valeurs religieuses et conservatrices, mais comme une patrie de la modernité sur les plans politique, social et culturel. Cette modernité, nous en prenions connaissance grâce au récent développement des moyens de communication. Le cinéma et la télévision, notamment, nous transmettaient des images du monde pleines d’enseignement, par exemple, des documents sur la Deuxième Guerre mondiale et ses atrocités, sur les luttes de décolonisation en Afrique (en particulier la guerre d’Algérie), sur les courants de pensée laïcs en Europe... D’où l’avènement d’une nouvelle génération d’intellectuels québécois autour de la vingtaine, frais émoulus de l’université au début des années 60. Il faut dire qu’il y avait beaucoup d’effervescence dans la jeunesse étudiante. Elle s’exprimait dans *Le quartier latin* — journal des étudiants de l’Université de Montréal — et dans les nombreuses activités de la Société artistique de la même institution. Celle-ci a, entre autres choses, patronné la publication des *Cahiers de l’AGEUM* (Association générale des étudiants de l’Université de Montréal), dont dix ont paru en un an ; les spectacles fort courus d’un groupe d’humoristes, les Cyniques, qui ont popularisé une forme de subversion anticléricale ; la réalisation du film *Seul ou avec d’autres*, par les soins de Denys Arcand, Denis Héroux et Stéphane Venne. Les cahiers de l’AGEUM, dirigés par Pierre Maheu que j’assistais, ont prélué à la création, quelques mois plus tard, de la revue *Parti pris*. Personnellement, j’aurais préféré la mise sur pied d’une maison d’édition, dans le style de ces *Cahiers de l’AGEUM* où nous avons publié, entre autres ouvrages, *La tête du roi*, une pièce de Jacques Ferron. Mais Pierre Maheu préconisait plutôt une revue qui serait l’équivalent québécois des *Temps modernes* de Sartre. C’est donc ce qui fut créé. La maison d’édition verra tout de même le jour et survivra pendant plusieurs années à la revue.

SPIRALE — Le nom donné à la revue constitue déjà tout un programme. Qui l’avait trouvé ? Quel sens revêtait-il à vos yeux ?

ANDRÉ BROCHU — Je n’ai pas apporté grand-chose à la revue, étant plus un littéraire qu’un politique, mais tout de même, j’ai eu l’idée du titre. Il m’a été inspiré par le mot d’ordre sartrien de « *prendre parti* ». J’ai aussi eu l’idée de la chronique intitulée « *Vulgarités* », mais cela relève plutôt de la délinquance de bon aloi qui nous titillait quelque peu, en pleine période de FLQ. Ce titre, *Parti pris*, qui a rallié sans peine les membres fondateurs, est plein de significations. Il a quelque chose de provocant dans la mesure où il laisse entendre qu’on ne se conformera pas aux idées reçues, qu’on assumera des positions perçues par la doxa comme relevant du préjugé, condamnable bien sûr. Un parti pris suppose qu’on ferme l’oreille aux enseignements de la prétendue sagesse. Il rejoint par là l’idée de *cynisme* que nos camarades humoristes avaient adoptée. Par ailleurs, il suggère tout aussi bien — comme je le disais —, que l’on prend position, que l’on s’engage dans la défense d’une cause, de droits méconnus ou inconnus de la majorité, surtout de la classe dominante. C’est, donc, la signification sartrienne : prendre position est la seule façon possible de réaliser sa liberté, dans un monde régi par l’aliénation.

SPIRALE — Les analystes qui ont écrit sur la revue — Lise Gauvin, Robert Major et même, plus récemment, Gérard Fabre — ont tous insisté sur le fait que *Parti pris* était la revue d’un groupe. Quelle en était la composition ?

ANDRÉ BROCHU — Le noyau de la revue, c’est-à-dire le comité de rédaction, comptait cinq membres : Pierre Maheu, qui était en fait le véritable instigateur et le directeur du groupe (tout groupe cohérent suppose un pivot), Paul Chamberland, Jean-Marc Pottle, André Major et moi-même. Mais d’autres de la même génération nous entouraient : Laurent Girouard, Denys Arcand, Gérald Godin, Jacques Allard, Camille Limoges, Robert Maheu et, plus tard, Luc Racine, Gabriel Gagnon, etc. De plus, nous avons pu compter sur l’appui d’ainés (dans la trentaine), en particulier les écrivains de la génération de l’Hexagone et de *Liberté* : Gaston Miron, notamment, mais aussi Michel van Schendel, Hubert Aquin, Jacques Brault, Jacques Godbout, Patrick Straram, Alfred Dubuc et d’autres, plus âgés encore, comme Jacques Ferron. La création du club politique *Parti pris* a bénéficié du concours d’Andrée Ferretti et les Éditions, de celui de Gaétan Dostie. Sans compter l’appui de quelques intellectuels français prestigieux, tel Jacques Berque.

SPIRALE — Nous reconnaissons là plusieurs des figures majeures de la littérature et de la pensée québécoises des quarante dernières années. Aviez-vous conscience de l'importance de la revue à l'époque, aviez-vous le sentiment d'écrire l'histoire ?

ANDRÉ BROCHU — Nous étions conscients de l'importance de la revue en tant que contribution à l'éveil des mentalités, tant sur le plan culturel que sur le plan politique. Toutefois, nous nous doutions bien que notre mission pouvait être assez courte, une fois enclenché le mouvement de réveil des idées. La revue n'a vécu que cinq ans et ce n'est pas un hasard. Tout allait assez vite à cette époque et nous n'avions pas des interrogations aussi ancrées dans la durée que celles de *La relève* ou de *Cité libre* qui se réclamaient d'une longue tradition humaniste. Notre pensée exigeait un investissement immédiat dans l'action. Par ailleurs, « écrire l'histoire » est un bien grand mot et, malgré notre prétention, je ne suis pas sûr que nous ayons eu comme telle cette visée. Toutefois, nous appuyions de toutes nos forces le combat que menaient un bon nombre de Québécois pour l'accession à l'indépendance, de même qu'à une société plus juste, et nous espérons contribuer par là à l'avènement du pays. Cela aurait été notre façon, et celle de beaucoup d'autres militants, d'écrire l'histoire. Malheureusement, nos efforts n'ont pas abouti aux résultats que nous souhaitions. Le Québec, aujourd'hui, est plus que jamais menacé d'assimilation. En cela, il suit la voie des autres populations francophones d'Amérique du Nord.

SPIRALE — La problématique de *Parti pris* consistait à unir trois aspects jusque-là disjoints de la modernité : le laïcisme, l'indépendantisme et le socialisme. Le sens de ces mots faisait-il consensus dans l'équipe ?

ANDRÉ BROCHU — Le laïcisme, apparu au cours des années 50, était le fait d'intellectuels qui rejetaient la mainmise de l'Église (catholique) sur tous les aspects de la vie sociale et culturelle. L'Église et l'État étaient indissociables. Aucune pensée extérieure ou opposée au catholicisme n'était tolérée. Un certain catholicisme de gauche s'était développé au cours des années 30 et 40 et il a favorisé en partie l'éclosion de la pensée laïque. Mais le véritable laïcisme, qui a donné naissance au Mouvement laïque de langue française, a livré ses premières luttes au début des années 60 et la revue *Parti pris* en a été la complice même si, dans les faits, son militantisme privilégiait surtout les deux autres objectifs. L'objectif laïc ne posait pas problème, il ralliait tous les membres de l'équipe, mais pour cette raison, il ne constituait pas l'enjeu majeur de nos prises de position.

L'indépendantisme existait à la fin des années 50 et il avait sans doute déjà connu sporadiquement quelque succès par le passé, mais c'est au début des années 60, avec la création du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), qu'il devient une composante importante du paysage politique québécois. *Parti pris* s'est rallié d'emblée aux objectifs du RIN et il a même appuyé ouvertement, dès le

début, la lutte du Front de libération du Québec (FLQ), sans s'engager dans les activités terroristes proprement dites puisqu'il prétendait mener le combat sur un autre terrain. Toute l'équipe militait pour l'indépendance, même si une partie d'entre elle accordait autant, sinon plus, d'importance à la lutte sociale. Il va de soi que la lutte pour la libération collective se rattachait à celle menée par des mouvements de gauche, comme le RIN, et non des mouvements de droite (Ralliement national). Le vieux nationalisme, défendu par la Société Saint-Jean-Baptiste, était honni des partipristes.

Le socialisme avait la faveur de certains intellectuels, en particulier Jean-Marc Pottle. Celui-ci se voulait un disciple du syndicaliste et penseur Pierre Vadeboncoeur. Sa connaissance de la pensée sociale était profonde, documentée — il avait fait des études de philosophie à l'Université de Montréal — et il bénéficiait d'une sensibilité aux réalités populaires que lui avait donnée son enfance en milieu prolétaire. Pierre Maheu avait lui aussi une orientation socialisante. Il ne jurait, depuis ses années de collège, que par Jean-Paul Sartre (or Sartre venait de publier *La critique de la raison dialectique*, où il se rallie pleinement au marxisme). Notons que le marxisme d'un Pierre Maheu, brillant jeune homme issu d'un milieu bourgeois, avait une tonalité plus théorique ou volontaire que celui d'un Pottle, ou même d'un Chamberland (ce poète remarquable avait, comme Jean-Marc Pottle, une formation philosophique et, chez lui, littérature et politique faisaient étonnamment bon ménage). On peut noter aussi que, issu du même milieu que Jean-Marc Pottle, André Major n'a jamais poussé bien loin la fréquentation du marxisme, même si ses romans et nouvelles donnent une peinture très juste du milieu prolétaire. Major va d'ailleurs quitter rapidement la revue et se rapprocher d'un Félix-Antoine Savard, qui représentait le nationalisme de droite et refusait l'indépendance. Je trouvais significatif que quelqu'un provenant d'un milieu populaire rejette le marxisme alors qu'un bourgeois comme Pierre Maheu, lui, en faisait sa religion... Quant à moi, plutôt bourgeois (petit-...), j'avais surtout pour religion la littérature. Major aussi, du reste, avec les motivations particulières que lui donnait son sens du réel. Pour revenir à la vocation matérialiste de *Parti pris*, incarnée de façon inégale à la revue, mais jamais ouvertement remise en question, on peut dire qu'elle préparait le terrain à l'engouement marxiste que manifesteront les intellectuels et, surtout, certains professeurs d'université des années 70, sous l'égide de Lénine, Gramsci, Mao et Trotski.

SPIRALE — Les trois tendances de la pensée de *Parti pris* — laïcisme, indépendantisme, socialisme — ont-elles coexisté harmonieusement ? Y avait-il des tiraillements, des incompatibilités théoriques ou stratégiques ?

ANDRÉ BROCHU — Il est sûr que des tensions pouvaient exister entre les membres de la revue, liées aux « partis pris » personnels, et cela explique l'éloignement, après deux ans, de certains collaborateurs comme André Major ou moi, qui étions dévoués, mais ne comptons pas parmi les plus militants. Cependant, ces malaises restaient le plus

souvent secrets. Il y avait une voix qui parlait haut et fort, qui donnait réponse à tout et qui proclamait la doxa à laquelle chacun se ralliait : celle de Pierre Maheu. La vérité, qui tenait un discours éminemment sartrien, sortait de sa bouche et conjurait toutes les objections. Comment riposter à l'intelligence incarnée ? Celle-ci, bien sûr, finit par lasser et inspirer le goût d'autre chose. Par ailleurs, une certaine contestation nous venait de l'extérieur : *Parti pris* avait une rivale, *Révolution québécoise*, fondée par Pierre Vallières et Charles Gagnon. Cette revue faisait passer la révolution sociale avant la révolution nationale. *Parti pris* estimait que l'inverse était politiquement plus réalisable, donc souhaitable. Même si *Révolution québécoise* n'eut pas le rayonnement de *Parti pris*, on y trouvait une argumentation socialiste rigoureuse et un engagement radical. Les directeurs furent d'ailleurs emprisonnés en 1967 pour acti-

L'influence de Sartre se faisait sentir dans le caractère original de la réflexion qui s'exerçait à Parti pris.

vités terroristes. Ces démêlés avec la justice n'ont jamais touché *Parti pris*, même pendant la crise d'Octobre 1970, du reste postérieure à la cessation des activités de la revue. Aucun des membres de la défunte équipe ne fut inquiété. Pourtant, il y eut des arrestations massives, motivées par le fédéraliste souci d'écraser toute la pensée contestataire.

SPIRALE — Vous venez de dresser l'horizon sur le fond duquel la revue posait ses combats idéologiques. De tels combats supposent des ennemis. Quels étaient-ils ?

ANDRÉ BROCHU — Bien entendu, tous les partisans de l'unité canadienne. Pour eux, la confédération était un havre de paix et briser nos liens avec elle revenait à réactualiser la guerre qui avait amené l'intégration du Québec dans le Canada. Certains intellectuels craignaient aussi que, une fois indépendants, les Québécois retombent dans leurs vieux péchés, c'est-à-dire dans des conduites de droite ou d'extrême droite. Ils se souvenaient de la propension au fascisme qui s'était affirmée au cours des années 30. Adrien Arcand, et même le chanoine Lionel Groulx représentaient cette tendance. Bref, les Québécois étaient, au dire des fédéralistes, inaptes à se gouverner eux-mêmes. Le Canada constituait une sauvegarde contre le Mal. Les adversaires de l'indépendance pensaient aussi que le Québec, peu urbanisé, était incapable de s'en tirer sur le plan économique, que les Anglais avaient seuls le sens des affaires, etc.

SPIRALE — Vous avez plusieurs fois évoqué Jean-Paul Sartre. Exerçait-il une influence profonde sur *Parti pris* ?

ANDRÉ BROCHU — L'influence de Sartre se faisait sentir dans le caractère original de la réflexion qui s'exerçait à *Parti*

pris. Il s'agit d'une pensée dialectique, c'est-à-dire une réflexion sur des totalités, qui met chaque phénomène en rapport avec ce qui le dépasse et lui donne sens. À cet égard, nous rejetions allègrement le mode de pensée de la génération qui nous précédait et qui avait découvert les vertus de l'empirisme. La valorisation du quotidien, des objets concrets, de l'immédiat, constituait pour nos aînés, du moins ceux de la pensée libérale, une façon de se prémunir contre les mirages spiritualistes et les formes de la pensée magique. Elle représentait le moyen de s'ancrer dans la réalité et d'éviter les errements de la pensée vague. Mais nous, de la jeune génération, reprochions à cette attitude la courte vue qu'elle comportait et qui empêchait d'aborder les problèmes dans leur ampleur et leur complexité.

SPIRALE — C'est cette ampleur de l'interrogation que vous alliez chercher chez des penseurs comme Sartre, Berque, Memmi, Fanon ?

ANDRÉ BROCHU — En effet, ces penseurs mobilisaient la philosophie et la réflexion politique pour rendre compte d'un vécu collectif qui, avant eux, n'avait jamais été quadrillé au même degré, et pour dégager des lignes de conduite et d'intervention susceptibles de mener à la libération de peuples entiers. L'abstrait et le concret s'unissaient chez eux et, de ce fait, revalorisaient tout le discours sur l'humain. C'était pour nous une inspiration majeure. *Parti pris* était une revue avant tout politique, qui souscrivait à des objectifs de transformation révolutionnaire du Québec. Elle s'inspirait nécessairement de vastes luttes menées, au cours des années 50, en Algérie et dans plusieurs autres pays d'Afrique, pour la décolonisation et l'indépendance. Un préjugé favorable, à l'échelle internationale, orientait la gauche dans cette direction et il est normal que *Parti pris* ait cherché là ses raisons de penser l'avenir du Québec.

SPIRALE — La culture avait-elle sa place dans la revue ?

ANDRÉ BROCHU — Au premier chef, il faut parler des textes littéraires, romans et recueils de poèmes qu'ont publiés les Éditions Parti pris. Il y eut des livres remarquables qui ont changé en bonne partie le cours de notre littérature. Je pense au *Cassé* de Jacques Renaud, qui introduisait le concept de narration en joul ; aux romans et nouvelles d'André Major, qui inauguraient une forme de réalisme très personnelle ; à *Pleure pas Germaine* de Claude Jasmin, qui a conforté le mouvement joualisant ; à *La ville inhumaine* de Laurent Girouard, à mi-chemin entre populisme et nouveau roman. Ces créations originales ont préparé la venue d'écrivains tels que Hubert Aquin, Réjean Ducharme et Michel Tremblay, partisans ou non de l'écriture jouale, mais férus de modernité. Il faut ajouter à cela de remarquables poètes : Paul Chamberland, surtout, mais aussi Gérald Godin. La création littéraire, donc, était bien servie à *Parti pris*. Mais la réflexion sur la littérature l'était aussi. La revue faisait la promotion de la littérature québécoise et pas seulement la plus récente, celle aussi des écrivains du passé. Une tendance, la plus idéologique, consistait sans doute à déclarer que toute la littérature du

Canada français, des débuts jusqu'à nos jours, était aliénée et ne méritait pas qu'on s'y arrête ; que valait seule cette littérature « québécoise » qu'on créait maintenant. Aussi fallait-il s'attacher à repérer dans tout texte littéraire, sauf peut-être les plus récents qui échappaient à l'aliénation, un « portrait du colonisé québécois ». Telle était la position de Laurent Girouard dans ses chroniques. Une autre tendance, à la revue, consistait plutôt à reconnaître que la littérature du passé préparait celle du présent et à aborder l'œuvre dans sa dimension interne, à dégager ses thèmes particuliers en tant qu'ils forment une totalité singulière, à mettre ensuite celle-ci en relation avec l'intertexte. Cette approche moins dogmatique s'écartait de la visée politique immédiate de la revue, mais se rapprochait davantage de la perspective dialectique. Surtout, elle créait un parallèle entre la réalisation progressive de la littérature québécoise,

Aujourd'hui, l'expérience et la déception aidant, on n'établit plus cette équation entre littérature et pays.

depuis ses débuts, et celle du pays à inventer. La réussite littéraire était comme la garante de l'accomplissement politique. Aujourd'hui, l'expérience et la déception aidant, on n'établit plus cette équation entre littérature et pays. Notre littérature a prouvé sa valeur — relative, sans doute, mais réelle —, mais on n'y perçoit plus le signe que le projet de pays se réalisera.

SPIRALE — Où vous placez-vous dans cette tension entre le rejet du passé, de la littérature du passé, et la perspective plus historique — vous dites « dialectique » — dans laquelle on voyait la littérature québécoise comme « une littérature qui se fait » ?

ANDRÉ BROCHU — J'étais nettement du côté « dialectique », que je perçois essentiellement dans une perspective de compréhension interne de l'œuvre. Certes, il y a la marche d'une littérature vers des accomplissements de plus en plus grands, vers la constitution d'un corpus de réussites qui sera la littérature même. L'œuvre a donc une dimension externe qui la met en relation avec les autres. Mais pour que ces accomplissements se réalisent, il faut que l'écrivain, intuitivement, développe son sens de ce qu'on appelait, dans la critique française « moderne » (celle des années 50), les thèmes et les structures, qui sont des réalités internes de l'œuvre. L'écrivain véritable est attentif aux articulations du texte, à ses significations profondes. Georges Poulet, Jean-Pierre Richard, Jean Starobinski et d'autres critiques européens ont ainsi mis l'accent sur la vérité de l'œuvre en tant qu'œuvre plutôt que comme produit de l'histoire, du contexte social ou familial, de la biographie, bref, de l'anecdote. J'ai assumé pleinement cette

perspective, qu'on peut appeler celle de la microanalyse, et tenté de l'appliquer à notre littérature, ce qui n'avait guère été fait jusque-là. À ce moment, mon travail ne se situait sans doute pas directement dans le sillage de *Parti pris*, mais, dans mon esprit, il rejoignait l'esprit de la revue par le souci de promouvoir notre littérature et de lui appliquer une approche parfaitement moderne.

SPIRALE — Croyez-vous que *Parti pris* ait été à l'origine d'une sorte d'école critique en littérature québécoise ?

ANDRÉ BROCHU — Le travail de renouvellement de la problématique, en ce qui touche l'analyse des œuvres, s'est sans doute fait surtout dans les départements littéraires des universités, où enseignaient de nombreux jeunes professeurs et chercheurs, et dans les publications qui en émanaient. Quelques articles de *Parti pris* ont sûrement contribué à l'éclosion d'une nouvelle façon de percevoir les œuvres, et même de les aborder. Mais l'inspiration, en fait de critique littéraire, venait de partout. Peu de temps après la disparition de la revue, le mouvement formaliste s'est développé en France, puis s'est rapidement implanté au Québec. La critique thématique dont j'ai été le tenant au cours des années 60 a dû se transformer, sous l'influence formaliste qui fut majeure et qui, elle-même, au tournant des années 80, dut céder la place à d'autres. Bref, les écoles critiques ont pu s'inspirer de réflexions comme celle de *Parti pris*, mais elles se constituaient surtout à partir du terrain universitaire européen, même quand il s'agissait d'aborder notre littérature.

SPIRALE — Vous avez dit d'entrée de jeu, *Parti pris* est une aventure conduite par des jeunes qui adoptaient à l'égard de leur société une posture qui était celle de la rupture d'avec les valeurs doxiques, les idées reçues. Une telle aventure vous semble-t-elle possible aujourd'hui ?

ANDRÉ BROCHU — Je n'en sais rien. La situation a énormément changé. Certes, les raisons de se révolter sont de toutes les époques et la jeunesse est mieux placée qu'aucun autre groupe pour aspirer aux changements fondamentaux. Mais la population québécoise est de moins en moins homogène, sur le plan ethnique, et de plus en plus indifférente devant l'assimilation qui guette le Québec. On se révoltera peut-être pour protester contre des situations sociales inacceptables, telles que peut en générer notre civilisation axée sur la religion du profit. Mais le joug de la tradition catholique et capitaliste primaire qui a indigné la jeunesse québécoise, au début des années 60, n'existe plus. Sa disparition n'est pourtant pas une victoire significative. L'aspiration qui était au cœur du projet de *Parti pris*, celle de former un pays, est la condition *sine qua non* du maintien et du développement de notre héritage francophone et de notre identité collective. Elle semble aujourd'hui reléguée aux oubliettes, au grand bonheur des fédéralistes qui, pour des raisons qui m'ont toujours semblé obscures, ont résolu d'immoler le Québec sur l'autel canadien. †